

Congo (RDC) : Inga III - Un nouvel éléphant blanc à 14 milliards de dollars

mardi 8 janvier 2019, par [RIVIE Milan](#) (Date de rédaction antérieure : 3 décembre 2018).

Dans un contexte politique et social marqué par les élections présidentielles de décembre 2018 et de fortes répressions des mouvements sociaux par le gouvernement et ses représentants, l'Agence pour le développement et la promotion du projet grand Inga (ADPI-RDC) a annoncé la signature d'un « accord de développement exclusif » avec deux consortiums d'entreprises sino-espagnol pour la construction du Barrage Inga III dont les coûts sont estimés à quelques 14 milliards de dollars US [1].

Sommaire

- [1. Inga I et II, histoire \(...\)](#)
- [2. Inga III : Pour qui ? \(...\)](#)
- [3. Théories de la dépendance](#)

ollars

1. Inga I et II, histoire et réalités

Pensé dès 1925 par l'État colonial belge, le méga-projet « Grand Inga » visait alors à construire sept barrages hydro-électriques près de Matadi à l'ouest du pays, afin de faire de la République démocratique du Congo (RDC) le leader et moteur énergétique du continent africain [2]. Depuis, deux barrages ont été construits à l'époque du Zaïre alors dirigé par Mobutu, Inga I et II (inaugurés respectivement en 1971 et en 1982), mais très loin de répondre aux attentes initiales, ceux-ci constituent deux des plus célèbres « éléphants blancs » bâtis en Afrique à cette période de Guerre froide.



D'une puissance initiale de près de 1800 MW [3], les deux barrages ne fonctionnent actuellement qu'à 20% de leur capacité de production. En cause, des malfaçons dès leur construction menées par des entreprises belges et étasuniennes, en parallèle d'une maintenance plus qu'insuffisante par les différents gouvernements qui se sont succédés.

Le coût de la construction d'Inga III, 14 milliards de dollars US, équivaut à près de 40 % du PIB ou encore 3,5 fois la dette extérieure publique de la RDC

En 2016, les données les plus optimistes estimaient que seulement 17 % de la population congolaise avait accès à l'électricité [4] – sans précision supplémentaire sur la qualité de la fourniture. Dans le même temps, l'essentiel de l'énergie produite par Inga I et II profite aux multinationales extractivistes situées 2 000 km à l'est du pays dans la région du Katanga, riches en minerais [5] ainsi qu'aux États frontaliers [6]. Si la très grande majorité de la population congolaise – notamment celles situées sous la ligne à haute tension – ne profite donc pas de ces barrages impulsés à l'époque par la Banque mondiale et le FMI, elle continue encore aujourd'hui de rembourser cette dette odieuse.

2. Inga III : Pour qui ? Pour quoi ?

Dans ce contexte, l'annonce de la construction du Barrage Inga III pose clairement question.



D'abord le coût économique du projet. 14 milliards de dollars US. Cela équivaut à près de 40 % du PIB [7] ou encore 3,5 fois la dette extérieure publique de la RDC [8].

A ce prix-là, mieux vaut être sûr du succès du projet, mais plusieurs doutes subsistent. D'une part, si la gestion du futur barrage Inga III est similaire à celle d'Inga I et II, qu'elle sera le retour sur investissement pour l'État et la population à court et moyen termes. D'autre part, le coût du projet est-il lui-même bien évalué ?

2.1. Deux consortiums d'entreprises préoccupant ...

Deux consortiums d'entreprises aux profils préoccupant ont été retenus pour la construction d'Inga III.

Le premier groupement chinois, – Chine Inga III, est notamment constitué de *China Three Gorges Corporation*, entreprise mondialement connue pour la construction du barrage du même nom en Chine, le plus grand au monde, mais également pour avoir fait passer de 12 à 25 milliards de dollars US la somme prévue à cet effet (!). Ce choix étonne d'autant plus qu'il participe au renforcement de la stratégie de développement de l'État chinois en RDC et en Afrique dont la logique « ne se distingue guère des pays [et créanciers] occidentaux » [9].

Inga I et II fonctionnent actuellement à 20% de leur capacité de production

Le second groupement, espagnol - *ProInga*, comprend lui l'entreprise *CobraInstalaciones y Servicios S.A.* Cette filiale du groupe ACS est dirigé par le président du Real Madrid FC Florentino Pérez, lui-même empêtré dans plusieurs affaires, notamment celle du projet controversé Castor qui a généré une dette illégitime énorme pour la population. Le projet Castor, développé par l'entreprise de construction espagnole Cobra du groupe ACS planifiait d'extraire du gaz naturel à quelques 1 750 mètres de profondeur dans le golf de Valence, à 20 km des côtes espagnoles, via une plateforme offshore et un gazoduc pour son acheminement. Or, une multitude de secousses sismiques sont apparues dès la mise en marche, ce qui a paralysé le projet. Le 26 septembre 2013, le ministre de l'Industrie est contraint d'ordonner la suspension de l'opération. En attendant, l'État doit éponger la facture... D'un budget initial de 500 millions d'euros, ce projet, bien qu'il ne soit jamais réellement entré en fonctionnement, a finalement coûté 1,7 milliards d'euros. De plus, le coût annuel d'entretien de cette infrastructure s'élève à 16 millions d'euros. Florentino Pérez est inculpé pour ses responsabilités dans le projet, avec de possibles malversations et fraudes envers l'Administration publique. Par ailleurs, le groupe ACS de Florentino Pérez, aux côtés de l'entreprise Ferrovial, est également bénéficiaire de la mise en souterrain du périphérique M30 qui ceinture la ville de Madrid, autre éléphant blanc, à près de 10 milliards d'euros...

Le choix de ces deux consortiums pose donc questions et donne de légitimes motifs d'inquiétude.

2.2. ... et garanties par l'État congolais ?

Par ailleurs, si aucune précision n'est apportée à ce sujet dans le communiqué officiel, tout laisse à croire qu'Inga III sera réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) et par conséquent garantie par l'État congolais. Les PPP, promus par les institutions financières internationales (IFIs) afin d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), ont certes l'avantage d'attirer plus facilement des investisseurs, mais aussi de faire assumer les coûts supplémentaires par l'État garant. Dans son rapport d'Octobre 2018 analysant les PPP dans 10 pays différents, Eurodad indiquait à ce titre qu'ils « *ont tous engendré des coûts élevés pour le trésor public, un niveau de risque excessif pour le secteur public et, par conséquent, un lourd fardeau pour les citoyens.* [10] »

2.3. Le projet Grand Inga et les « autoroutes de l'énergie »

Lorsque le projet Inga III a été présenté pour la première fois en 2010, celui-ci devait produire un total de 4 800 MW, répartis comme suit : 2 500 MW pour l'Afrique du sud, 1 300 MW pour les entreprises minières du Katanga dans l'est de la RDC et 1 000 MW pour la population congolaise. Tel qu'actualisé aujourd'hui, Inga III devrait finalement atteindre une puissance de 11 000 MW. Néanmoins, à l'image d'Inga I et II, la logique de distribution de l'énergie semble inchangée et profitera principalement à des intérêts financiers et extractivistes dans et hors des frontières du pays. Inga III s'insère en effet dans le cadre des « autoroutes de l'énergie » [11], méga-projet visant à développer un réseau électrique du Nord au Sud du continent.

Inga III s'insère dans le cadre des « autoroutes de l'énergie », méga-projet visant à développer un réseau électrique du Nord au Sud du continent



Une telle centralisation de la production d'électricité pose problème à différents niveaux. **Sur le plan économique et de l'endettement**, nous l'avons vu, elle fait supporter un investissement extrêmement important au Congo-Kinshasa renforçant son assujettissement à l'égard des créanciers extérieurs. De même Inga III risque d'engendrer des coûts de maintenance extrêmement élevés alors même que la Société nationale d'électricité (SNEL) ne dispose pas actuellement des moyens nécessaires pour Inga I et II [12]. **Sur le plan environnemental et social**, alors « *qu'aucune étude d'impact [...] n'a été menée à ce jour* », on peut également s'inquiéter des effets potentiellement destructeurs d'un tel projet en RDC et dans les pays qui seront desservis [13], **tant aux niveaux écologique** (inondation des terres, érosion, bouleversement de la faune et de la flore, etc.), **qu'humain** (déplacement de populations, redistribution des terres, transformation des rapports locaux, etc.). Sur le plan de la dépendance également, en 1998, il avait suffi qu'un « commando » prenne le contrôle du site d'Inga pour couper la fourniture en eau et en électricité de Kinshasa plusieurs semaines durant [14]. **Sur un plan social et politique** également, pas moins de 40 organisations congolaises ont pointés l'absence totale de dialogue avec les organisations, et autres représentant.e.s des populations locales [15]. Dans ce contexte, cette tentative du président Kabila de détourner l'attention de son bilan à la tête du pays teinté - entre autres - de corruption, clientélisme, de violations constitutionnelles, d'assassinats et tortures politiques, semble illusoire [16].

3. Théories de la dépendance et du ruissellement font bon ménage

A bien des égards, Inga III et plus largement le méga-projet « Grand Inga », dénotent de la persistance de la vision verticale (« Top-Down ») présente dans le secteur du développement. Les théories de la dépendance et du « ruissellement » [17] continuent donc d'être appliquées. Si les gouvernements ont souvent une responsabilité non-négligeable dans cet état de fait, on peut contester cette logique - ou fable - promue par les différentes IFIs et autres organes internationaux dit de développement [18] au profit des élites politiques et économiques.

Pas moins de 40 organisations congolaises ont pointés l'absence totale de dialogue pour la construction d'Inga III

Aujourd'hui, tant pour la RDC que pour une partie significative du continent africain, la réalité est un manque criant d'accès à l'électricité donc, mais aussi d'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, aux logements, aux terres, à des infrastructures de qualité, etc. Répondre à ces problématiques est donc essentiel pour les populations, d'autant qu'elles constituent des droits humains fondamentaux et des piliers indispensables pour leur émancipation.

Des alternatives existent [19]. Dans le cas présent, « *pas moins de 200 sites à travers le pays, représentant 100 gigawatts de capacité de production* » [20] ont été identifiés par l'administration congolaise et pourrait permettre une production décentralisée de l'énergie tout en répondant

partiellement au double défi du réchauffement climatique et de la dépendance financière. Plus largement, la mise en place d'audit citoyen pourrait permettre - via l'identification et l'annulation des dettes illégitimes - de libérer les fonds nécessaires à la promotion d'un développement endogène des différents secteurs micro et macro-économiques, politiques, sociaux et culturels, de remettre entre les mains des populations la gestion et la décision des politiques publiques à mettre en place, tout en se libérant des diktats des différents créanciers.

Milan Rivié (militant CADTM Belgique)

L'auteur remercie Victor Nzuzi et Jérôme Duval pour leurs précieux compléments.

P.-S.

- <http://www.cadtm.org/RDC-Inga-III-Un-nouvel-elephant-blanc-a-14-milliards-de-dollars>

Notes

[1] Voir *Rwanda News Agency*, « ADPI-RDC et les groupements *Chine Inga 3* et *ProInga* ont signé l'Accord de développement exclusif sur le Projet Inga 3 », 18 octobre 2018. Disponible à :

<http://www.rnanews.com/economy/15590-2018-10-18-09-06-02>

[2] Voir Joan Tilouine, « En République démocratique du Congo, le rêve fou des mégabarrages Inga », *Le Monde*, 14 août 2015,

https://www.lemonde.fr/planete/article/2015/08/14/en-republique-democratique-du-congo-le-reve-fou-des-megabarrages-inga_4724583_3244.html

[3] 351 MW pour Inga I, et 1424 MW pour Inga 2. Voir :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Barrage_Grand_Inga

[4] Voir Banque mondiale :

<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=EG.ELC.ACCS.ZS>

[5] Voir notamment le documentaire « Le salaire de la dette » de Jean-Pierre Carlon, 2010.

[6] On peut notamment citer l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana ou encore la Namibie.

[7] Voir Banque mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

[8] Voir Banque mondiale : <http://datatopics.worldbank.org/debt/ids/country/cod>

[9] Voir Paul Martial, « Chine-Afrique : nocives illusions - La Chine est devenue une puissance impérialiste de premier plan », *Anticapitaliste La Revue*, n°101, Octobre 2018, disponible à :

<http://www.cadtm.org/Chine-Afrique-nocives-illusions-La-Chine-est-devenue-une-puissance-imperialiste>

[10] Voir notamment le rapport d'Eurodad, "History RePPPeated - How Public Private Partnerships are failing", octobre 2018. Disponible en anglais et en castillan :

https://www.odg.cat/sites/default/files/history_repppeated_english_language_final.pdf

[11] Voir RD Congo, « Agence nationale pour la promotion des investissements ». Rubrique « Energie ». Disponible à : <https://investindrc.cd/fr/secteurs/energie>
oir également à ce sujet, l'interview de Victor Nzuzi par Chiara Filoni disponible à cette adresse : <http://www.cadtm.org/ITW-Video-RDC-Entre-faux-allegements-de-dettes-exploitation-et-pillage-de-s>

[12] Voir Joël Té-Léssia Assoko, « RD Congo : la Banque mondiale suspend le financement de la centrale Inga 3 », *Jeune Afrique*, 26 juillet 2016, disponible à : <https://www.jeuneafrique.com/344844/economie/rd-congo-banque-mondiale-suspend-finance-ding-a-3/>

[13] Depuis Matadi, lieu où se situe Inga, près de 6000km les sépare de Bamako (Mali), près de 8000 km au Caire (Égypte), environ 4500 km jusqu'à Port Elizabeth (Afrique du Sud) ou jusqu'à Maseru (Lesotho).

[14] Voir Joan Tilouine, *op. cit.*

[15] Voir les photos de la déclaration conjointe de ces 40 organisations via : <https://twitter.com/MuellerTimo/status/1042028380336607232>

[16] Voir notamment Bienvenu Matumo et Colette Braeckman, « RDC : Interview de Bienvenu Matumo, porte-parole d'une jeunesse en lutte & militant à La Lucha », disponible à : <http://www.cadtm.org/RDC-Interview-de-Bienvenu-Matumo-porte-parole-d-une-jeunesse-en-lutte-militant> et CADTM Afrique, « Joseph Kabila dégage ! Pouvoir au peuple ! », disponible à : <http://www.cadtm.org/Joseph-Kabila-degage-Pouvoir-au>

[17] La théorie de la dépendance est une théorie qui soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du Sud est la conséquence de processus historiques mis en place par les pays du Nord ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud. https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_de_la_d%C3%A9pendance
La théorie du ruissellement est une théorie politique sur l'économie selon laquelle, les revenus des individus les plus riches sont in fine réinjectés dans l'économie et profiteraient ainsi naturellement à l'ensemble de la population. Cette théorie n'a jamais été prouvée scientifiquement. https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_du_ruissellement

[18] Voir notamment Romain Gelin, « Qui finance les infrastructures en Afrique ? » octobre 2018, texte disponible à l'adresse : <http://www.gresea.be/Qui-finance-les-infrastructures-en-Afrique>.

[19] Voir Nicolas Sersiron et Robin Delobel, « Construire un monde post-extractiviste, post consumériste », disponible à : <http://www.cadtm.org/Construire-un-monde-post,15120>

[20] Voir Christophe Le Bec, « RD Congo : il y a mieux à faire que le Grand Inga », 10 août 2016, *Jeune Afrique*, disponible à : <https://www.jeuneafrique.com/mag/346673/economie/rd-congo-y-a-mieux-a-faire-grand-inga/>